

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE PLOUGASNOU

L'an deux mille neuf, le 17 décembre, le Conseil Municipal de la Commune de PLOUGASNOU, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, à 20 heures, sous la présidence de Monsieur Yvon TANGUY, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : **22**

Date de la convocation du Conseil Municipal : **9 décembre 2009 (affichée le 09 décembre 2009)**

Compte rendu de séance et extraits du registre des délibérations affichés le 18 décembre 2009

Présents : TANGUY Yvon, LE MEUR Jean-Yves, SALAUN Robert, CHARLES Daniel, LE DOARE Martine, CONSTANT André, ORSI Jacques, ROPARS Dominique, CHATARD Céline, LE CLECH Hervé, COTRIAN Bernard, KERGUTUIL Eliane, TROUSSEL Frédérique, COLAS Marie-Pierre, MICHAILLE Françoise, LE GOFF Josiane, LE RUZ Hervé, LEMOUNAUD Dominique.

.

Absents : , DANIELOU Anne ,TROMEUR Jean-Marie, DERRIEN Delphine, VALLEE Eric.

Pouvoirs : DANIELOU Anne à CHATARD Céline, TROMEUR Jean-Marie à LE CLECH Hervé, DERRIEN Delphine à SALAUN Robert.

Secrétaire de séance : SALAUN Robert.

Nombre de membres en exercice : 22

Présents : 18

Pouvoirs : 3

Votants : 21

1. Approbation du compte rendu de la séance du conseil municipal du 19 novembre 2009

Le tableau de signature du compte rendu est mis à jour.

Le compte-rendu n'appelant pas d'autre observation, il est procédé au vote.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Votants : 21

Pour : 21

Contre : 0

Abstentions : 0

APPROUVE le compte-rendu du conseil municipal du 19 novembre 2009.

2. Tarifs communaux 2010

Rapport de présentation (Jean-Yves LE MEUR)

Monsieur LE MEUR présente le détail des propositions tarifaires 2010 applicables à compter du 1^{er} janvier 2010.

Ces propositions procèdent des principes suivants :

17.12.2009

1) Maintien des tarifs 2009

Pour tenir compte des difficultés sociales et économiques ainsi que du niveau de l'inflation pour 2009 avoisinant le zéro pour cent (0 %), certains tarifs restent identiques à ceux de 2009. Il en est ainsi des tarifs de :

- repas dans la cantine scolaire ;
- garderies municipales ;
- bibliothèque municipale ;
- location des équipements culturels et sportifs aux professionnels ;
- location de la salle municipale et des matériels ;
- camping ;
- prix de vente de terrain sur la zone d'activités de Kervescontou ;
- Redevance passager pour les liaisons maritimes ;
- Délivrance de documents administratifs.

2) Les modifications nouvelles sont les suivantes :

- création d'un tarif pour le personnel communal, autre que le personnel de service de restauration, déjeunant à la cantine ;
- variation des locations de l'espace culturel de la maison prévôtale en fonction de locaux loués ;
- suppression du tarif forfaitaire de 4 semaines consécutives pour mise à l'eau des bateaux sur remorque et création d'un tarif à la semaine ;
- gratuité du repas annuel pour l'adulte accompagnateur des agents communaux.

3) Augmentation de tarifs

- le tarif horaire de main d'œuvre des services techniques passe du 25 à 40 € ;
- les droits de place et de terrasse augmentent de 4 % ;
- les loyers ne variant pas en fonction de l'indice de la construction sont revalorisés de 1 % ;
- le tarif relatif à l'utilisation de la station service camping-car est réévalué ;
- les concessions cimetière sont revalorisées de 1.5 % environ ;
- les tarifs portuaires augmentent en moyenne de 2 % étant précisé que l'attribution d'un corps-mort en cours d'année implique le paiement intégral du tarif à l'année ; ces tarifs ont été approuvés lors des Conseils Portuaires de Primel et de Terenez le 16 décembre 2009,
- la taxe de séjour est réévaluée et une catégorie supplémentaire pour « Hôtel ou meublés 4 et 5 étoiles » est créée.

4) Précision complémentaire sur certains tarifs = ASSAINISSEMENT COLLECTIF

- Comme indiqué dans la délibération du 4 décembre 2008, la part du fermier (abonnement et prix au m³) est celle prévue par l'avenant n° 1 au contrat VEOLIA-EAUX pour l'exploitation par affermage du service d'assainissement collectif (délibération du 26 février 2008).

Compte tenu des différents paramètres inclus dans la formule de révision prévue dans l'avenant, le coefficient de revalorisation des tarifs du fermier pour 2009 est de 1.0684.

Il est proposé d'appliquer ce coefficient à la taxe communale assise sur le m³ d'eau consommée. Par ailleurs, l'abonnement annuel communal est revalorisé à 55 €uros.

- Dans un souci d'équité, la taxe de raccordement pour les constructions existantes au moment de la création ou de l'extension du réseau collectif demeure fixée à 1010 €uros T.T.C. (+ 350 €uros pour logement individuel compris dans 1 immeuble à usage collectif) durant la période légale de raccordement de deux ans à compter du 12 mai 2009, date de l'arrêté portant mise en service du réseau d'assainissement collectif.

- Par contre, la taxe de raccordement au réseau d'eaux usées pour les constructions nouvelles est portée à 2100 €uros.

⇒⇒ Je tiens à rappeler que le budget « Assainissement » est géré comme un service à caractère industriel et commercial. En conséquence, il doit être équilibré : les tarifs proposés ce jour permettront cet équilibre lors du vote du Budget 2010.

Monsieur LEMOUNAUD souligne qu'il aurait souhaité que l'on attende le terme des deux ans pour se raccorder pour envisager une hausse du tarif pour les constructions nouvelles.

Monsieur Le Maire rappelle que l'engagement de ne pas augmenter est maintenu pour les maisons existantes, c'est seulement pour les maisons neuves que le tarif augmente et, ce comme le précise Monsieur LE MEUR dans un souci d'équilibre du budget.

Le nouveau tarif s'appliquera pour les nouvelles autorisations de construire.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Votants : 21

Pour : 21

Contre : 0

Abstentions : 0

APPROUVE les tarifs 2010.

3. Mandatement des dépenses d'investissement sur le budget communal et budgets annexes – exercice 2010.

Rapport de présentation (Jean-Yves LE MEUR)

Conformément à l'article 1612-1 du code des collectivités territoriales, il est demandé d'autoriser le Maire à engager, liquider et à mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, soit l'année 2009, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, et ceci pour l'ensemble des budgets 2010.

Cette délibération permet d'attendre le vote des budgets primitifs.

Conformément à l'énoncé ci-dessus, le Conseil doit approuver et donner pouvoir au Maire.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Votants : 21

Pour : 21

Contre : 0

Abstentions : 0

17.12.2009

APPROUVE et AUTORISE le Maire à engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, soit l'année 2009, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, et ceci pour l'ensemble des budgets 2010.

4. Acquisition du terrain de Monsieur et Madame CAROFF à Ty Louzou

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

Le Conseil Général du Finistère a fixé une zone de préemption départementale au titre des espaces naturels sensibles dans le secteur du Guerzit à Saint Samson.

Le Code de l'urbanisme prévoit que dès réception d'une déclaration d'intention d'aliéner (DIA), le Conseil Général transmet copie de la DIA au Maire et au Conservatoire du Littoral pour leur permettre d'exercer leur droit de substitution.

Par lettre du 30 septembre 2009, le service Espaces Naturels et Paysages du Département a transmis en mairie une DIA des terrains cadastrés BI 91 et un tiers indivis des terrains cadastrés BI 92 et 93 appartenant à Monsieur et Madame CAROFF, compris dans la zone de préemption.

Les terrains sont situés à Ty Louzou : BI 91 est un terrain de 722 m² aménagé en terrain de loisirs, BI 92 est un chemin de 420 m² en indivis pour un tiers, BI 93 est une portion de voirie à intégrer dans le domaine public.

Le Conservatoire du Littoral a renoncé à son droit.

Monsieur le Maire, considérant que cette zone est à privilégier pour son intérêt paysager et à protéger contre le caravanage sauvage et les usages destructeurs du milieu naturel a donc pris, dans le cadre des pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil Municipal, un arrêté portant décision de préempter, au prix fixé par le service de France Domaines, à savoir :

- BI 91 : 6 € / m² soit : 4 332 €
 - BI 92 : l'accès indivis à 1 € / m² soit pour 420m² et pour 1/3 indivis : 140 €
 - BI 93 : la parcelle étant déjà dans le domaine public sa valeur est considérée comme nulle.
- Soit donc un total de 4 472.00 €.

L'arrêté a été notifié à Mr et Mme CAROFF, qui ont fait savoir par courrier du 13 novembre 2009 qu'ils acceptaient les conditions proposées.

Le Conseil Municipal est donc invité aujourd'hui à se prononcer sur cette acquisition et à autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Votants : 21

Pour : 21

Contre : 0

Abstentions : 0

17.12.2009

APPROUVE l'acquisition des terrains cadastrés BI 91 et pour un tiers indivis des terrains cadastrés BI 92 , et BI 93 aux conditions ci-dessus précisées, soit pour un total de 4 472.00 €, DIT que les frais relatifs à cette acquisition seront à la charge de la commune,
AUTORISE Monsieur le Maire à commander les opérations de bornage et d'arpentage,
AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte de vente
DIT que l'acte sera signé en l'étude de Maître BERROU GORIOUX.

5. Acquisition du terrain cadastré CI 123 à Kervescontou

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

Une Déclaration d'Intention d'Aliéner a été transmise en Mairie par le notaire Maître Berrou Gorioux concernant une parcelle cadastrée CI 123 d'une contenance de 3 524 m² à Kervescontou, propriété de la fondation Mazonod.

Considérant que ce terrain présente un intérêt pour l'aménagement de la zone située derrière le foyer logement, Monsieur le Maire, dans le cadre de la délégation qui lui est accordée par le Conseil Municipal a préempté ce terrain au prix demandé de 3 000.00 €.

Le Conseil Municipal est donc invité aujourd'hui à se prononcer sur cette acquisition et à autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Votants : 21

Pour : 21

Contre : 0

Abstentions : 0

APPROUVE l'acquisition du terrain cadastré CI 123 aux conditions ci-dessus précisées, soit pour un total de 3 000.00 €,
DIT que les frais relatifs à cette acquisition seront à la charge de la commune,
AUTORISE Monsieur le Maire à commander les opérations de bornage et d'arpentage,
AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte de vente.
DIT que l'acte sera signé en l'étude de Maître BERROU GORIOUX

6. Participation pour Voirie et Réseaux (PVR Spécifique) – Alimentation en eau potable Lieu-Dit Saint Samson

Rapport de présentation (Daniel CHARLES)

A l'occasion d'une demande de certificat d'urbanisme, le Syndicat des Eaux a transmis un dossier relatif à la réalisation d'une extension du réseau d'alimentation en eau potable afin de desservir la parcelle cadastrée B 119 à Saint Samson.

L'estimation des travaux fait apparaître une prévision de dépense de 3 511.17 € HT, soit 4 199.36 € TTC.

La PVR ayant été instituée sur l'ensemble du territoire communal par délibération du

04 décembre 2008, il convient de l'appliquer à cette parcelle.

Le périmètre de la PVR spécifique sera limité à cette parcelle, toutes les autres parcelles du secteur étant déjà raccordées au réseau d'eau potable.

Délibération

Votants : 21

Pour : 21

Contre : 0

Abstentions : 0

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 332-6-1-2° d), L 332-11-1 et L 332-11-2,

Vu la délibération du 04 décembre 2008, instituant la participation pour voies et réseaux sur le territoire de la commune de Plougasnou,

Considérant que l'implantation d'une maison d'habitation sur la parcelle B 119 dans le secteur de Saint Samson justifie l'adaptation du réseau d'eau potable pour un coût total de 3511.17 € HT soit 4 199.36 € TTC,

Il est donc proposé d'appliquer la PVR à cette parcelle, selon les modalités ci-après définies.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article 1^{er} : d'engager la réalisation des travaux d'extension de réseau d'eau potable dont le coût total est de 3511.17 € HT à l'occasion du dépôt d'une demande de permis de construire,

Article 2 : d'appliquer la PVR à la propriété foncière cadastrée B 119 pour le montant total des travaux, cette parcelle étant la seule à bénéficier de cette extension de réseau.

Article 3 : de donner pouvoir au Maire pour mettre en œuvre l'application de la PVR comme énoncé ci-dessus.

7. Résultat de la consultation pour la réalisation des études et de la maîtrise d'œuvre relatives à la construction d'un atelier technique municipal

Rapport de présentation (Jacques ORSI)

Une consultation a été lancée au titre de l'article 28 du Code des Marchés Publics, auprès de cinq cabinets d'architectes pour réaliser une étude diagnostic relative à la définition d'un programme de construction d'un atelier technique municipal dans la zone de Kervescontou.

Les candidats étaient également invités à faire apparaître dans leur offre leur taux de rémunération en maîtrise d'œuvre.

Trois architectes ont répondu à cette consultation : Messieurs Baillot, Le Scour et Léopold.

	Honoraires Phase diagnostic	Honoraires Maîtrise d'œuvre	références
Olivier BAILLOT	3 000.00 € HT dont 2000.00 à déduire sur la mission de Moe	9 % des travaux	pas de références mentionnées au dossier
Bernard LEOPOLD	2 200.00 € HT	7,60 %	voir dossier
Alain LE SCOUR	3 500 € HT	8%	voir dossier

Le cabinet Léopold a présenté la meilleure offre en proposant : 2 200.00 € HT pour l'étude de diagnostic et 7,60 % d'honoraires de maîtrise d'œuvre. La Commission d'appel d'offres réunie le 8 décembre a émis un avis favorable à la proposition du cabinet Léopold. Monsieur LEMEUR précise que cette délibération concerne la phase « Etudes ». Le Conseil Municipal est donc invité aujourd'hui à valider l'offre du cabinet Léopold.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Votants : 21

Pour : 21

Contre : 0

Abstentions : 0

VALIDE la proposition du cabinet Léopold pour la réalisation d'une étude diagnostique et la maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un atelier technique municipal,
AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention avec le cabinet Léopold.

8. Résultat de la consultation pour la réalisation de la deuxième tranche de restauration intérieure de l'Eglise.

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

La commune de Plougasnou a entrepris depuis plusieurs années des travaux de restauration de son église par tranches successives.

Une première tranche de travaux a été réalisée cette année avec la restauration du chéneau de la sacristie, la restauration de la voûte lambrissée du bas-côté sud et l'amélioration de l'étanchéité du clocher.

Aujourd'hui, une deuxième tranche de travaux a été retenue dans le cadre du plan de relance présenté par Monsieur le Président de la République pour un montant de 800 000.00 € HT.

Une consultation a donc été lancée par la voie d'une procédure adaptée.

Les travaux font l'objet de 11 lots désignés comme suit :

Lot 1 : Maçonnerie Taille de pierres	lot 7 : Restauration des décors muraux
Lot 2 : Charpente	lot 8 : Polychromie sur bois
Lot 3 : Couverture	lot 9 : Restauration sculpture et mobilier
Lot 4 : Menuiserie	bois polychrome
Lot 5 : Ferronnerie	lot 10 : Restauration sculpture pierre polychrome
Lot 6 : Vitraux	lot 11 : Peinture figurative

La commission d'appel d'offres s'est réunie le 5 novembre 2009 pour procéder à l'ouverture des plis.

Après analyse des offres par le maître d'œuvre, Madame De Ponthaud, architecte en chef des Monuments Historiques, et Monsieur Saboureau, vérificateur des Monuments Historiques, la commission d'appel d'offres réunie le 08 décembre a décidé d'attribuer les lots aux entreprises suivantes :

Lot 1	Maçonnerie taille de pierres	ART	194 059.58
Lot 2	Charpente	CCA	94 653.83
Lot 3	Couverture	UDOC	19 290.59
Lot 4	Menuiserie	DILASSER	43 714.44
Lot 5	Feronnerie	HEMBOLD	6 794.00
Lot 6	Vitraux	VITRAIL FRANCE	54 197.50
Lot 7	Restauration des décors muraux	MARIE	27 922.59
Lot 8	Polychromie sur bois	L'ACANTHE	43 323.86
Lot 9	Restauration sculpture et mobilier bois polychrome	DARDE	47 979.00
Lot 10	Restauration sculpture pierre polychrome	FLOCH	13 776.47
Lot 11	Peinture figurative	ARCOA	7 782.00
TOTAL HT			553 493.86

Délibération

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide,

Votants : 21

Pour : 21

Contre : 0

Abstentions : 0

DE VALIDER la décision de la Commission d'appel d'offres

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer les marchés.

9. Résultat de la consultation pour la réalisation des travaux de chauffage et d'électricité à l'Eglise

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

Parallèlement aux travaux de restauration intérieure de l'église, il est apparu judicieux de lancer les travaux de réfection du chauffage et de l'électricité dans l'église.

Une consultation a été lancée par le biais d'une procédure adaptée. Six entreprises ont été consultées.

Quatre entreprises ont répondu à cette consultation.

La commission d'appel d'offres s'est réunie le 5 novembre 2009 pour procéder à l'ouverture des plis. Cinq entreprises ont remis une offre.

Entreprise	Offre de base	Adaptation	Offre mise au point	coeff
ARCEM – Morlaix	96 981.04 €	11 418.96 €	108 400.00 €	0.94
FEM – Morlaix	116 405.00 €	640.00 €	117 045.00 €	1.02
FORCLUM – Morlaix	129 316.29 €		129 316.29 €	1.12
DELESTRE – La Séguinière	149 432.48 €		149 432.48 €	1.30

Après analyse des offres par le bureau d'études BECOME, la commission d'appel d'offres réunie le 08 décembre a décidé d'attribuer les travaux de réfection du chauffage et de l'électricité à l'entreprise ARCEM pour un montant de 108 400.00 € HT.

17.12.2009

Délibération

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal Votants : 21

Pour : 21

Contre : 0

Abstentions : 0

décide,

DE VALIDER la décision de la Commission d'appel d'offres

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer le marché.

10. Programme d'effacement des réseaux 2010– Demande de Subvention

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

Monsieur le Maire présente le programme d'effacement des réseaux aériens et d'amélioration de l'éclairage public et du réseau téléphonique, de la mairie au carrefour de la Croix Neuve.

L'estimation des dépenses est la suivante y compris dépose des lignes existantes :

Sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat d'Electrification de Lanmeur

- Réseau BT souterrain + dépose réseaux BT	HT	197 846.37 €
- Réseau EP comprenant la dépose des anciens Appareils, la fourniture et mise en place des Candélabres	HT	82 190.76 €
Sous maîtrise d'ouvrage communale Effacement du réseau France Telecom	HT	<u>39 569.27 €</u>
TOTAL HT		319 606.40 €

Monsieur le Maire précise que selon les indications données par le Syndicat d'Electrification, que la participation de la commune devrait être de l'ordre de 140 000.00 € HT.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

Votants : 21

Pour : 21

Contre : 0

Abstentions : 0

ACCEPTE le projet de réalisation des travaux d'effacement de tous les réseaux aériens et d'amélioration de l'éclairage public pour les montants ci-dessus désignés Hors Taxe.

PRECISE que ces travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat d'Electrification de Lanmeur pour la basse tension et l'éclairage public.

11. Travaux d'élagage dans des lieux gênant la circulation routière:

Rapport de présentation (Daniel CHARLES)

La croissance des végétaux (haies, arbustes et arbres) en limite de voirie peut devenir dangereuse pour la circulation routière, en réduisant la visibilité ou en masquant une sortie de véhicule.

Par ailleurs, les propriétaires ne sont pas toujours joignables ou ne répondent pas à nos injonctions. Pour cette raison nous proposons :

Qu'après avoir été avisé par lettre recommandée et sans réponse de l'intéressé dans un délai de 15 jours, les travaux d'élagage seront réalisés par une entreprise privée et facturés au propriétaire.

Proposition de devis :

Les entreprises COQUIN, LE GALL, PHILIPPE et DEUNF ont été contactées. Seule l'entreprise PHILIPPE a proposé un devis.

Monsieur LE RUZ déplore que l'entreprise CHARLES de Plougasnou n'ait pas été consultée. Après débat il est proposé de porter le délai de réponse à 30 jours.

Délibération

Après avoir délibéré et étudié la proposition de l'entreprise PHILIPPE, le conseil municipal décide :

Votants : 20

Pour : 19

Contre : 1 (Monsieur LE RUZ)

Abstentions : 1 (Monsieur LEMOUNAUD)

- de retenir la proposition de la société PHILIPPE (devis définissant un coût horaire) pour une durée de un an renouvelable deux fois.
- d'adopter cette résolution
- et autorise le Maire à faire effectuer les travaux et à émettre les titres de recette correspondants.

12. Participation pour Voirie et Réseaux (PVR Spécifique) – Extension de réseaux électrique à Térénez – (Ajustement)

Rapport de présentation (Daniel CHARLES)

Vu les délibérations du 04 décembre 2008 et du 02 juillet 2009, instaurant une PVR spécifique sur les parcelles cadastrées BC 4, BC 5 et BE 53,

Vu le titre émis par le syndicat d'électrification pour les travaux effectivement réalisés d'un montant de 6 219.19 €,

Considérant qu'il convient d'ajuster le montant de la PVR applicable à chacune des parcelles visées dans le périmètre au montant des travaux effectivement réalisés,

La délibération du 02 juillet 2009 est complétée comme suit :

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article 1^{er} : d'engager la réalisation des travaux d'extension de réseau électrique dont le coût total est de 6 219.19 € HT.

Article 2 : de fixer à 6 219.19 € HT le coût des travaux à mettre à la charge des propriétaires fonciers.

Article 3 : d'appliquer la PVR aux propriétés foncières situées dans une bande de 80 mètres mesurée de part et d'autre de la voie.

Article 4 : de fixer le montant de la participation due par m² de terrain desservie à 1,41 € par m², résultat de la division du coût ci-dessus par la superficie des terrains constructibles, soit pour chacune des trois parcelles :

- 1 413.64 € pour le propriétaire de la parcelle n°4BC
- 1 734.86 € pour le propriétaire de la parcelle n°5BC
- 3 070.68 € pour le propriétaire de la parcelle BE 3

Article 5 : que les montants de participation dus par mètre carré de terrain seront actualisés en fonction de l'évolution de l'indice BTP. Cette actualisation s'applique lors de la prescription effectuées lors de la délivrance des autorisation d'occuper le sol ou lors de la signature des conventions visées à l'article L 332-11-2 du code de l'urbanisme.

Article 6 : Le montant de la PVR par lot pourra être diminué de la réfaction versée par ERDF à la commune et non connue à ce-jour.

Article 7 : de donner pouvoir au Maire pour mettre en œuvre l'application de la PVR comme énoncé ci-dessus.